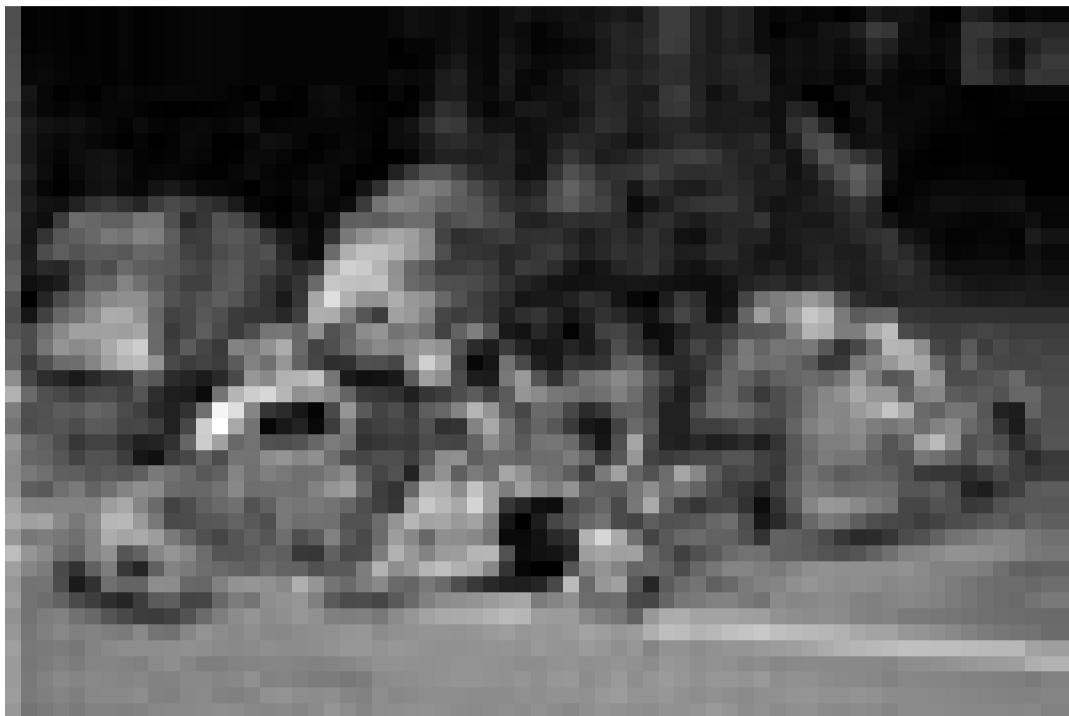


EXPULSIONS EN EUROPE

"Faire du chiffre"



Camping d'un genre très spécial à Metz. (photo: Collectif mosellan de lutte contre la misère)

Partout en Europe, la chasse aux réfugié-e-s est ouverte. Les autorités déploient de plus en plus de moyens pour accélérer le rejet des demandes d'asile et les expulsions.

(RK) - La France et l'Angleterre sont souvent présentées comme des ennemis héréditaires. Récemment, lors du sommet européen, Paris et Londres se sont encore entredéchirés sur le budget communautaire et la politique agricole - et ont entraîné l'ensemble de l'Europe dans une crise de confiance. Alors, faut-il se réjouir lorsque les deux adversaires font cause commune? La semaine dernière, un vol charter anglo-

français a ramené en Afghanistan 40 réfugié-e-s. C'est la première application de la déclaration du "G5" de début juillet: l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni avaient affiché leur intention d'expulser en commun et à grande échelle des étrangers en situation irrégulière.

La mobilisation contre ce charter hautement symbolique n'a pas tardé. Un appel

contre les "charters de la honte européens" a été signé par de nombreuses ONG de différents pays européens. Les critiques rappellent que l'Afghanistan, marqué par l'insécurité et la violence politique, est loin d'être un pays vers lequel on peut renvoyer des gens. Mais la mesure est aussi contestée sur le fond: "Les renvois par charters sont présentés par les gouvernements européens comme d'efficaces et nécessaires signaux de dissuasion à l'adresse des personnes tentées par l'émigration. De fait, ils véhiculent principalement un message d'humiliation et d'indifférence hautaine des pays occidentaux à l'égard des populations des pays pauvres ou en état de conflit."

En Grande-Bretagne, avec sa longue tradition de pays d'asile, la mobilisation pour la défense du droit d'asile comporte de multiples facettes. Ainsi, sur le site de l'"Institute of Race Relations", on trouve un appel pour un rassemblement de soutien aux réfugié-e-s du Zimbabwe devant la Cour suprême. Sur le même site, des linguistes s'interrogent sur les expertises produites par des instituts privés de linguistique afin de déterminer l'origine véritable des demandeur-se-s d'asile. Souvent de telles enquêtes seraient effectuées dans le seul but de démonter un témoignage et de rejeter la demande, alors que l'enchèvement des groupes linguistiques dans les zones d'origine est très complexe.

En France aussi, les défenseur-e-s du droit d'asile ont

l'impression que pour les Etats tous les moyens sont bons pour se débarrasser des réfugié-e-s. A la mi-juin, les responsables des structures d'hébergement à Metz ont carrément mis à la rue plusieurs dizaines de demandeur-e-s d'asile. Les militant-e-s du Collectif mosellan de lutte contre la misère se sont adressé-e-s au service de veille sociale. Réponse: on ne peut rien faire et ... "Amusez-vous bien avec vos réfugiés". Les demandeur-e-s d'asile se sont installé-e-s dans un camping improvisé, dans des conditions hygiéniques déplorable et sous surveillance policière. Ce n'est que mercredi dernier, après des semaines de mobilisation, que les habitant-e-s du "camping" ont été placé-e-s dans un centre d'accueil en Saône-et-Loire.

Toujours en Moselle, Nicole Mussle, une responsable du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) a été placée en garde à vue. La militante s'était engagée en faveur d'une demandeuse d'asile congolaise arrêtée et séparée de ses enfants par la gendarmerie. Elle a fini par être accusée d'enlèvement de mineurs, sans doute afin d'occulter le fait que les gendarmes avaient abandonné illégalement les enfants de la demandeuse d'asile à l'hôtel où elle séjournait. Là encore, sous la pression de l'opinion publique, les choses se sont arrangées. Le Mrap considère que ce dérapage est la conséquence logique de "la volonté de faire du chiffre en

matière de reconduite à la frontière".

Pendant ce temps, au Luxembourg, la mobilisation contre l'expulsion annoncée d'un millier de personnes demeure timide. Après l'Asti, le Clae a pris ses distances avec cette décision: au lieu de procéder à une régularisation généreuse, le gouvernement aurait écrit "une nouvelle page noire dans l'histoire d'un pays d'immigration". Mais la résignation domine partout, même chez le groupe de jeunes autour de Life et de la "Jugend fir Fridden a Gerechtegkeet". Ceux-ci appellent à un piquet de protestation le vendredi 5 août à 10 heures devant l'entrée de l'aérogare du Findel - appel relayé par le Clae et "Déi Lénk". "C'est avant tout une action symbolique", précise Claude Frentz, l'un des organisateurs. "Je ne sais pas si nous pourrions arrêter la machine à expulser."

www.gisti.org
www.irr.org.uk
www.mrap.fr

ADR

Les populistes sont fatigués

Pris au piège de son propre opportunisme, l'ADR s'enfonce dans une crise d'orientation. Ses hésitations sur la Constitution européenne sont le révélateur.

(AT) - Oui, non, sais-pas ... La Constitution européenne a fait perdre pied à l'ADR. Alors que les populistes ont réussi jusqu'ici le grand écart entre des sensibilités internes hétéroclites - libéraux antifonctionnaires, syndicalistes NGL, ruraux conservateurs, droite xénophobe - la maison commune se fissure de plus en plus. D'abord, l'ADR avait approuvé la Constitution, avant de se raviser et de se prononcer pour le Non, sous la pression du député Aly Jaerling et de ses troupes. Le soir du référendum, Gast Gibéryen avait affirmé que son parti allait voter en faveur de la Constitution lors du deuxième vote à la Chambre des député-e-s. Mais la ligne du président du groupe parlementaire de l'ADR est à nouveau contestée.

"Je voterai Non. Je n'ai jamais fait de compromis", tonne Aly Jaerling. "Les conséquences me sont égales." Connue pour son franc-parler, l'élu eschois de l'ADR compte jouer jusqu'au bout la carte du Non et peut s'appuyer sur le vote Non de 77% des sympathisants de l'ADR (sondage Eurobaromètre du 18 juillet). Son principal opposant, Gast Gibéryen, paraît

avant tout soucieux de calmer le jeu - et de préparer le prochain revirement. "Je pense que le vote populaire sur le traité doit être respecté. Mais on aura l'occasion de rediscuter de notre position lors de notre journée parlementaire fin septembre." Ces débats renforcent l'image de désorientation qu'a donnée l'ADR tout au long de la campagne référendaire. Alors que le parti s'était encore fait remarquer au début des années 1990 pour ses positions anti-européennes, l'équipe dirigeante autour de Gast Gibéryen s'est déconsidérée en se faisant, par opportunisme, successivement le porte-voix du Oui et du Non à la Constitution européenne.

Volte-face

Les volte-face et cafouillages à répétition sur la Constitution sont les indices de la crise d'orientation du parti populiste. Alors que les succès s'étaient enchaînés avec les élections législatives de 1989 (quatre députés), 1994 (cinq députés) et 1999 (sept députés), l'ADR a perdu de nombreuses voix - et deux mandats - lors des dernières élections législatives. Bana-

lisés, progressivement intégrés dans le jeu politique, sans renouvellement générationnel, les anciens ennemis jurés des partis de gouvernement ne savent plus occuper le créneau de l'insatisfaction sociale comme ils l'avaient fait à leurs débuts. Aly Jaerling met en cause l'attrait de ses camarades de parti pour le néolibéralisme et le monde des institutions. "Certains dans l'ADR ont cessé de défendre les intérêts des petites gens. Les électeurs ont sanctionné l'institutionnalisation du parti". Et de sonner la charge: "Beaucoup de gens dans le parti n'étaient pas contents de voir Gibéryen ouvrir la bouche sans faire fonctionner son cerveau. Un ou deux hommes prennent les décisions et mettent notre base devant des faits accomplis. La coupe est pleine." La violence de ton d'Aly Jaerling, exacerbée par la concurrence pour les postes et les réélections, rappelle les débuts du combat populiste, mais la hargne verbale s'exerce à présent contre les compagnons de parti.

La question de la stratégie et de l'orientation programmatique semble bien posée pour l'ADR. Les populistes se sont construits dans la deu-



Le choc des ego: Gast Gibéryen et Aly Jaerling

xième moitié des années 1980 sur un profil de parti hors système, donnant une tribune à des francs tireurs. Cette image était partiellement usurpée: "l'Aktiounskomitee 5/6 Pensioun fier jiddfereen" avait bénéficié de la bienveillance intéressée du 'Luxemburger Wort' et s'est construit au moins partiellement avec le personnel politique des partis établis (Hilda Rauscholtus, Fernand Rau, Jacques-Yves Henckes). Mais la politique du ressentiment et le label de la nouveauté ont permis d'engranger les pre-

miers succès. Aujourd'hui les dividendes de la nouveauté sont épuisés, les "retraites 5/6" n'existent plus pour personne et les interventions des députés populistes ont du mal à détonner dans le ronron parlementaire. Partis pour faire entendre la voix des sans-grades, les populistes se sont trouvés aspirés par la Chambre des député-e-s et son maquis de commissions parlementaires, pour finir par ressembler à ces professionnels de la politique qu'ils avaient tant vilipendés.